moi. Ce sont là les conséquences indirectes de l'usage d'un droit propre qui n'entraîne pas de responsabilité pour celui qui se borne à jouir de sa chose."

Et Sourdat ajoute :

"Ainsi en élevant un mur sur mon terrain, j'offusque la vue d'une maison qui avait devant elle un libre espace et un beau jour; ou bien, je projette une ombre nuisible sur le jardin de mon voisin, qui, par ce fait devient humide et moins propre à la culture. C'est un préjudice dont je ne suis pas obligé de le dédommager."

Le même auteur, p. 429, No. 427, dit encore :

"Les progrès de l'industrie, le développement des relations commerciales ou autres, entre les diverses fractions du territoire, obligent l'Etat à ouvrir fréquemment des voies de communications nouvelles plus directes ou plus rapides, chemins de fer, routes, canaux, ponts... Ces travaux peuvent causer un préjudice très grave aux compagnies concessionnaires des anciennes voies publiques, ou à des particuliers qui ont créé des établissements se rattachant à leur existence. Dans le cas où une voie nouvelle est établie, les parties lésées peuvent-elles réclamer des indemnités? Le Conseil d'Etat a décidé négativement, 'quand il n'existait aucune stipulation spéciale dans les actes déterminant les droits des compagnies.'"

No. 428. De même, quand une "route vient à être supprimée, les aubergistes et autres commerçants et tous les propriétaires qui étaient venus s'y établir et construire sur ses limites, éprouvent un préjudice; mais l'Etat ne leur doit aucune indemnité, car il ne leur doit aucune garantie, quand il agit dans les limites de son droit."

Cet auteur, après avoir établi que les dommages indirects ne donnent jamais droit à une indemnité, se fait cette question, au No. 437 de son ouvrage :

"Maintenant, quand y aura-t-il dommage indirect insusceptible de servir de base à une demande en indemnité? C'est d'abord (dit-il) quand il n'y aura d'atteinte portée qu'à de pures facultés ouvertes à tous d'une manière générale à la différence des droits proprement dits que la loi établit, reconnaît et garantit. Les premières ne sont garanties positivement à personne, tel est l'usage des voies publi-

ques; tant qu'elles subsistent, chacun a le droit d'en jouir, d'en tirer tout l'avantage que cet usage, conforme aux lois et aux règlements, peut procurer. Leur abandon, leur suppression ne peut donner lieu à des réclamations fondées. C'est ce que nous avons déjà dit Nos. 427 et 428. Les industries de tout genre qui souffrent en pareil cas, celles des aubergistes, des voituriers, bacheliers, peuvent être paralysées, détruites, sans qu'on leur doive une indemnité."

Nous pourrions multiplier à l'infini les citations pour établir que ces règles sont d'une application journalière et que tout ce que l'Etat ou un particulier ont le droit de faire, ils n'encourent aucune responsabilité en le faisant.

Les demandeurs n'avaient que la faculté de passer sur la grève pour communiquer à la rivière, comme tous les autres citoyens, et n'avaient aucun titre qui leur conférerait un droit spécial de la faire.

L'autorité législative, en conférant à la Compagnie défenderesse le droit d'y construire un chemin de fer a restreint cette faculté, est-ce à dire que les demandeurs, leurs voisins et tous ceux qui, par cette construction, ont été privés de quelq'avantage, auront une réclamation pour dommages soit contre la Compagnie ou contre la Couronne qui a autorisé les travaux? Cela est impossible.

Les causes de *Jones & Stanstead, Shefford & Chambly Ry. Co.* (16 L.C.J. 157), de *Drummond & Le Maire, etc. de Montréal* (22 L. C. J. 1), de *Bell & La Corp. de Québec* (7 Q. L. R. 103), et de *Molson & Starnes* (M. L. R., 1 Q. B. 425), qui ont été citées à l'Audience, ne se présentaient pas sous les mêmes circonstances que celles-ci, et les décisions qu'elles ont provoquées ne sont guère applicables aux causes actuelles; néanmoins il est remarquable, que dans toutes ces causes, l'on a refusé aux propriétaires riverains l'indemnité qu'ils réclamaient pour dommages causés par des travaux faits en dehors de leur propriété, et que dans celle de *Molson & Starnes* il a été jugé que l'appelant *Molson*, qui réclamaient des dommages spéciaux pour avoir été privé par la construction d'un chemin de fer, de l'accès qu'il avait au fleuve St. Laurent, n'avait pas, pour cela, droit à une indemnité différente